

Histoire et Philatélie

L'Équateur



I. De la préhistoire à l'indépendance (...-1830)

L'Équateur est habité depuis des millénaires, et de très nombreuses tribus, vivant surtout d'agriculture, ont laissé des traces de leurs civilisations successives.

Les plus connus sont les vestiges de la culture Bahía (300 a.C. - 500 p.C.), de la culture de La Tolita (600 a.C. - 200 p.C.) et de la culture Manteña-Huancavilca (600 p.C. - 1500 p.C.). Le nom de la ville de Guayaquil provient, selon une légende, du cacique huancavilca Guayas et de son épouse Quil, qui auraient préféré mourir plutôt que de se soumettre aux envahisseurs.



1991-1992, n°s 1228/1230 & 1254
Vestiges de la culture de La Tolita

Une place spéciale doit être accordée au peuple des Quitus, qui habitait la région de l'actuelle capitale Quito, dont le nom provient de cette peuplade. Les pacifiques Quitus ont été rapidement soumis par les Shyris, plus belliqueux, qui ont occupé la région pendant plusieurs siècles, jusqu'à l'invasion des Incas.

À la fin du XV^e siècle, ce sont les Incas qui envahissent tout l'actuel Équateur, et y installent leur mode de vie, de gouvernement et d'organisation sociale.

Le Sapa Inca (roi Inca) Túpac Yupanqui (1471-1493) a été un grand conquérant, et c'est sous son règne que l'empire inca atteint sa plus grande extension. Huayna Cápac (1493-1527) continue l'oeuvre de son père Túpac Yupanqui, mais à sa mort en 1525 ou 1527, deux de ses fils se disputent le titre de Sapa Inca: Huáscar, qui est couronné à Cuzco, et Atahualpa, qui est couronné à Quito. Cette lutte fratricide entraîne une véritable guerre civile, dont Atahualpa sort vainqueur, parvenant à capturer et emprisonner Huáscar. Mais le véritable vainqueur sera l'Espagnol Francisco Pizarro....

Le site archéologique le plus célèbre de la courte présence inca en Équateur est le site d'Ingapirca.



1937, n° 354

Atahualpa



1984, n° 1040



1991, n° 1220
Le site d'Ingapirca

Cet immense empire Inca va s'écrouler en moins d'une année, en 1532. Cet effondrement est l'œuvre du conquistador espagnol Francisco Pizarro (1475-1541).

Pizarro, après avoir obtenu le soutien de Charles Quint, lance une expédition vers le sud en 1531, avec 180 hommes, et débarque en 1532 à Tumbes, actuellement à l'extrême nord du Pérou. Les Incas, voyant les armes à feu, les armures et les chevaux, considèrent les arrivants comme des dieux, et le Sapa Inca Atahualpa organise une rencontre avec les Espagnols à Cajamarca.

Atahualpa vient tout juste de vaincre et d'emprisonner son frère Huáscar, qui prétendait lui aussi au trône, et il espère gagner les Espagnols contre les partisans de son frère.

La rencontre a lieu le 16 novembre 1532 à Cajamarca, et tourne au drame. Les Incas, confiants, sont venus sans armes, mais lorsque Atahualpa rejette une Bible qu'on lui présente, Pizarro ordonne à ses hommes d'ouvrir le feu. C'est un véritable massacre, et Atahualpa est fait prisonnier.

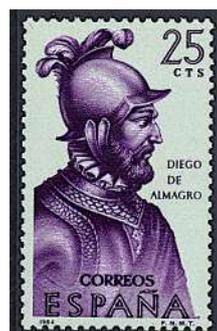
La journée du 16 novembre 1532 est entrée dans l'histoire comme la date de la fin brutale de l'empire inca.

Bien que prisonnier des Espagnols, Atahualpa ordonne à ses partisans d'exécuter Huáscar, et propose à Pizarro de remplir une chambre d'or et une autre d'argent en échange de sa liberté. Mais après avoir reçu toutes ses richesses, Pizarro renie une nouvelle fois ses promesses, et fait exécuter Atahualpa le 26 juillet 1533.

Pizarro doit encore vaincre un important soulèvement de la population inca, lasse des abus des Espagnols, mais également combattre Diego de Almagro, son ancien associé, dont les mérites sont ignorés et qui s'estime insuffisamment récompensé et lésé dans le partage des richesses.



Espagne, 1964, n°s 1289 & 1293
Francisco Pizarro



Espagne, 1964, n°s 1286 & 1290
Diego de Almagro

Après quelques succès dans sa lutte contre Pizarro, Almagro est battu et exécuté en 1538. Mais le fils d'Almagro prend sa revanche, en faisant assassiner Francisco Pizarro à Lima le 26 juin 1541.

Mais dès 1534, Sebastián de Belalcázar, lieutenant de Pizarro, s'était dirigé vers le nord et avait défait les restes de l'armée inca. Sur les débris de Quito, qui avait été incendiée par les Incas eux-mêmes, afin de ne laisser que des ruines aux Espagnols, il fonde en 1534 la nouvelle ville de San Francisco de Quito. Le premier gouverneur en sera, fin 1540, le frère de Francisco Pizarro, Gonzalo Pizarro. Celui-ci sera finalement décapité en 1548, après s'être rebellé contre le vice-roi.



1942, n° 399
Gonzalo Pizarro

Belalcázar s'était également emparé de la cité côtière de Guayaquil en 1534, mais les indigènes avaient rapidement repris la ville, et il faut attendre 1538 pour voir un autre lieutenant de Pizarro, Francisco de Orellana, reprendre la ville et la nommer Santiago de Guayaquil.

Belalcázar va poursuivre son avancée vers le nord, et fonder les villes de Santiago de Cali en 1536 et Popayán en 1537, toutes deux actuellement en Colombie. Il tombe en disgrâce et est condamné à mort, mais il meurt en 1551, en voulant se rendre en Espagne pour faire appel. Orellana deviendra le premier grand explorateur du fleuve Amazone, de 1541 jusqu'à sa mort en 1546. Il est, avec Gonzalo Díaz de Pineda, à l'origine du mythe de l'Eldorado.



Espagne, 1961, n°s 1047 & 1051
Sebastián de Belalcázar



Espagne, 1965, n°s 1340 & 1344
Francisco de Orellana



1942, n° 398

Un autre compagnon de Francisco Pizarro qui a été honoré par un timbre-poste en Équateur est Gonzalo Díaz de Pineda. Il accompagne Belalcázar dans la conquête de l'Équateur, et entreprend en 1538 la première expédition vers l'est, à la recherche de l'Eldorado. Au retour de cette très pénible expédition sans succès, il est nommé en 1541 alcalde (maire) de Quito, mais il choisit le camp de Gonzalo Pizarro contre le vice-roi et perd la vie en 1545 dans cette rébellion.



1942, P.A. n° 96
Gonzalo Díaz de Pineda



1942, n° 400 & 401
400^e anniversaire des premières villes espagnoles en Équateur. Quito et Guayaquil



1975, P.A. n°s 608/609
Commémoration de la fondation de Quito par Sebastián de Belalcázar



Légende de Guayas et Quil

Sebastián de Belalcázar
1976, P.A. n°s 619/624

Francisco de Orellana

Commémoration de la fondation de Guayaquil



1988, n^{os} 1137/1139
450^e anniversaire de la fondation de Guayaquil

Francisco de Orellana

D'autres villes vont rapidement suivre, comme Cuenca, fondée en 1557 par Gil Ramírez Dávalos, et qui deviendra plus tard la troisième ville de l'Équateur, après Quito et Guayaquil.



1957, n^o 613
400^e anniversaire de la fondation de la ville de Cuenca
Gil Ramírez Dávalos découvrant le site de Cuenca

Après la mort de Francisco Pizarro, la guerre civile dévaste le Pérou, entre les partisans de la famille Pizarro (le seul frère encore en vie est Gonzalo Pizarro) et ceux de la famille Almagro.

C'est pour mettre fin à cette situation que Charles Quint signe le 20 novembre 1542 le décret instaurant la vice-royauté du Pérou. Cette vice-royauté administre pratiquement toute l'Amérique du Sud et a son siège à Lima.

Le premier vice-roi est Blasco Núñez Vela, qui, voulant assurer son autorité, se heurte dès son arrivée au Pérou en 1543 à Gonzalo Pizarro. Les mesures en faveur de la population indigène et la volonté du vice-roi d'enrayer l'avidité effrénée des conquistadors locaux engendrent une grande résistance de la part de ces derniers. Le vice-roi Blasco Núñez Vela est finalement battu et tué le 18 janvier 1546.

Son successeur est Pedro de la Gasca, qui, en supprimant les lois promulguées par son prédécesseur, s'attire la sympathie générale. Gonzalo Pizarro, de plus en plus isolé, est finalement battu et décapité le 10 avril 1548 à Cuzco.

Après sa victoire, Pedro de la Gasca pacifie son territoire, et cède son titre de vice-roi au début de 1550 à Antonio de Mendoza.



Espagne, 1962, n^{os} 1128 & 1132
Pedro de la Gasca



Espagne, 1966, n^o 1405
Antonio de Mendoza

En 1556, c'est Andrés Hurtado de Mendoza qui devient vice-roi du Pérou. Il se consacre avec énergie et compétence à pacifier et à gérer le pays.



1957, n° 614
Andrés Hurtado de Mendoza, vice-roi du Pérou de 1556 à 1560

La vice-royauté s'avérant incapable de gérer efficacement un territoire qui englobait environ les deux tiers de toute l'Amérique du Sud, elle cède une partie de ses prérogatives à des "audiencias royales" qui exercent localement le pouvoir politique, militaire et religieux, mais restent soumis au vice-roi.

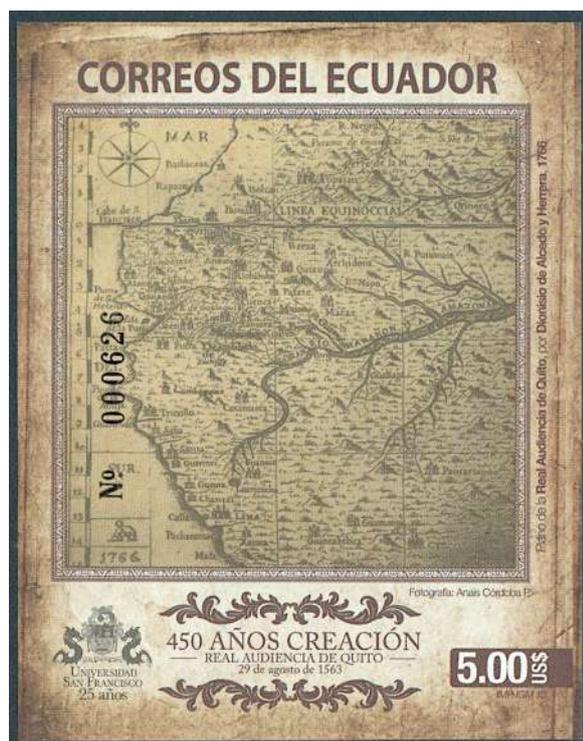
C'est ainsi qu'est créée en 1564 la "Real Audiencia de Quito", qui gouverne l'Équateur, le nord du Pérou et le sud de la Colombie.



1964, n°s 723/725
400^e anniversaire de la création de l'Audience royale de Quito.



2013, n° 2499
Hernando de Santillán y Figueroa,
premier président de l'Audience royale
de Quito



2013, bloc 169
450^e anniversaire de la création de l'Audience royale de Quito.

Au XVIII^e siècle, l'administration de presque toute l'Amérique du Sud s'avère de plus en plus difficile pour une seule vice-royauté. Une nouvelle entité est créée en 1717, la vice-royauté de la Nouvelle-Grenade, qui englobe les actuels États de la Colombie, de l'Équateur, du Panamá et du Venezuela. Cette vice-royauté fonctionnera de 1717 à 1723, de 1739 à 1810 et de 1816 à 1819. Sa capitale est Santa Fe de Bogotá.

Une deuxième division aura lieu en 1776, avec la création de la vice-royauté du Río de la Plata, dont le siège est à Buenos Aires et qui comprend les territoires actuels de l'Argentine, du Paraguay, de l'Uruguay, de la Bolivie, et d'une partie du Chili.

Malheureusement, après les premiers vice-rois compétents et honnêtes, la plupart des vice-rois n'ont été que des personnages plutôt insignifiants, devant leur nomination plus à leurs quartiers de noblesse (presque tous des marquis et des comtes) qu'à leur compétence. Leur principal souci est de s'enrichir le plus rapidement possible, et de retourner en Espagne pour y jouir de leur fortune accumulée en Amérique.

La vie économique se base sur le système que l'on retrouve dans toute l'Amérique espagnole : "l'encomienda", où les chefs militaires rémunèrent leurs bons soldats en leur octroyant des terres et un groupe d'indigènes, qu'ils ont le devoir d'évangéliser et de protéger, mais qui doivent en échange travailler pour eux. Cela ouvre les portes à d'incroyables excès, et les indigènes ne sont en fait rien de plus que des esclaves. Les abus vont encore s'accroître avec l'arrivée d'esclaves noirs venus d'Afrique. Les seuls à s'occuper du sort de la population locale sont les jésuites, qui installent des missions où ils emploient les indigènes comme main-d'œuvre gratuite, mais leur accordent en même temps leur protection contre les abus des colons. Cela dure jusqu'à l'expulsion des jésuites de tous les territoires espagnols en 1767.

Un des premiers à s'indigner de la façon dont la population locale est traitée est le médecin créole Francisco Eugenio de Santa Cruz y Espejo (1747-1795). Il essaie d'améliorer les conditions sanitaires de la population, mais devant l'inertie des autorités, il écrit des virulents articles contre leur incompétence et leur corruption. Emprisonné en 1795, il meurt la même année. Il est considéré en Équateur comme un héros national et un des précurseurs du mouvement d'indépendance.



1899, n° 121



1901, n° 131



1909, n° 163



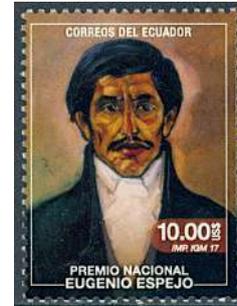
1941, n°s 392/393 & P.A. 93/94
Francisco Eugenio de Santa Cruz y Espejo



1947, n°s 473/475 & 1948, n° 508A



2009, n° 2187



2017, n° 2773

Francisco Eugenio de Santa Cruz y Espejo

Dans toute l'Amérique latine, le mécontentement s'accroît progressivement, surtout chez les indigènes et les créoles (les habitants de lignée européenne nés en Amérique). La raison est aussi bien politique qu'économique :

- L'administration et les postes lucratifs restent entièrement aux mains des Espagnols.
- Le commerce est monopolisé par l'Espagne : toute exportation des produits locaux vers des pays autres que l'Espagne est interdite.

La première offensive contre les autorités espagnoles commence le 25 décembre 1808, quand quelques conjurés se réunissent dans l'espoir de créer une junte pour renverser le gouvernement de l'Audience royale de Quito. Les principaux membres de cette "Conspiration de Noël" sont Juan Pío de Montúfar, marquis de Selva Alegre, Juan de Dios Morales, Juan José de Salinas, Manuel Rodríguez de Quiroga et Francisco Javier Ascázubi.

La conspiration est découverte et la plupart des conjurés sont arrêtés, mais rapidement relâchés. Mais ils se réunissent à nouveau le 9 août 1809 chez Manuela Cañizares, et ils décident de prendre le pouvoir, le lendemain 10 août 1809.



1909, n° 166



2009, n° 2185

Juan Pío de Montúfar, marquis de Selva Alegre



1909, n° 168

Juan de Dios Morales



1909, n° 165



1900, télégr. N° 24
Juan José de Salinas



1909, n° 169
Manuel Rodríguez de Quiroga



1909, n° 164
Francisco Javier Ascázubi



2009, n° 2188
Manuela Cañizares

Le 10 août 1809, ils démettent le président espagnol de l'Audience royale de Quito de ses fonctions et forment un gouvernement autonome. Il faut bien se rendre compte que ce n'est pas un acte d'indépendance, mais un soulèvement contre les autorités locales, et les conjurés continuent à reconnaître le roi d'Espagne Ferdinand VII comme leur souverain symbolique, mais sans réel pouvoir politique.

Mais le manque de soutien populaire et l'indifférence des autres villes permettent aux autorités espagnoles de se ressaisir, et la conjuration est écrasée avec une rigueur extrême, causant un véritable bain de sang à Quito. Des centaines de personnes plus ou moins suspectes de sympathie pour les conjurés sont assassinées dans les prisons le 2 août 1810, et l'on parle avec justesse du "massacre du 2 août 1810". Parmi les victimes se trouvent les conjurés de Noël 1808 Morales, Salinas, Rodríguez de Quiroga et Ascázubi.



2010, bloc 155
200^e anniversaire du "massacre du 2 août 1810"

Il n'était pas encore question en 1809 d'une véritable indépendance, mais la poste équatorienne a émis une série en 1959 pour commémorer le "Primer grito de la independencia" (le premier cri de l'indépendance).



1959, P.A. n°s 346/351
150^e anniversaire du "premier cri de l'indépendance"

Ce sont cependant les événements d'Espagne qui vont accélérer le processus menant à l'indépendance des pays de l'Amérique latine.

En mars 1808, Charles IV doit abdiquer en faveur de son fils, Ferdinand VII. Profitant de la confusion, l'empereur Napoléon démet aussi bien le père que le fils et offre le trône d'Espagne à son frère Joseph.

Mais entre 1808 et 1814, l'anarchie et le chaos règnent en Espagne : partant du Portugal, un corps expéditionnaire anglais, commandé par Wellington, harcèle les troupes françaises, qui doivent partout battre en retraite. Dans les villes où les troupes françaises se sont retirées, des juntas de commandement sont instaurées, coordonnées à partir de 1810 par une junte centrale, favorable à Ferdinand VII et installée à Cádiz.

Cette junte centrale fait adopter en 1812 à Cádiz une constitution libérale qui distingue le pouvoir exécutif, confié au roi et à ses ministres, et le pouvoir législatif, confié au parlement.



Espagne, 1987, n°s 2502/2505
La constitution de Cádiz

Néanmoins cette constitution ne sera pas appliquée par le roi Ferdinand VII lorsqu'il reprendra possession de son trône à Madrid en 1814 : il rétablira l'absolutisme, déclarera illégale la constitution de Cadix et entamera une répression terrible.

Pendant ce temps, en Équateur comme dans toute l'Amérique latine, la situation est devenue explosive. Il faut souligner que l'hostilité n'est initialement pas dirigée contre la monarchie, mais contre la junte centrale, qui s'oppose à toute initiative de la part des Créoles américains, considérés comme des citoyens de seconde zone, et contre le vice-roi, les Audiencias et les gouverneurs.

L'Équatorien qui défend les intérêts de sa patrie avec chaleur et éloquence aux Cortes de Cadix est José Mejía Lequerica, envoyé en Espagne comme député de Quito. Il défend les droits et les besoins de la population locale, demande la liberté d'expression et de presse et dénonce avec véhémence les massacres du 2 août 1810.



1899, n° 120



1901, n° 130



1909, n° 162



1997, n° 1378A



2009, n° 2186

José Mejía Lequerica

Après les interventions de José Mejía Lequerica aux Cortes de Cadix, Carlos de Montúfar, le fils de Juan Pío de Montúfar, est envoyé en 1810 comme commissaire royal d'Espagne en Équateur, pour y apaiser les esprits et restaurer l'ordre. Mais à peine arrivé à Quito, il prend le parti des conjurés.

Avec ce qui reste des conjurés après les massacres du 2 août 1810, il installe le 22 septembre 1810 à Quito une nouvelle junte de gouvernement. Cette junte déclare le 11 octobre 1811 l'indépendance de l'État de Quito, mais cette indépendance de Quito sera de courte durée, car les conjurés sont impuissants à résister militairement aux Espagnols, qui reprennent la situation en main après la défaite définitive des forces de la junte à la bataille d'Ibarra le 1^{er} décembre 1812.

Carlos de Montúfar est fait prisonnier, mais il parvient à s'échapper et rejoint l'armée de Simón Bolívar. Il est de nouveau capturé par les Espagnols en 1816 et exécuté le 31 juillet 1816.



1909, n° 167



1900, télégr. n° 25

Carlos de Montúfar

L'Espagne est donc de nouveau maître du terrain à la fin de 1812, mais un nouveau mouvement d'indépendance se déclenche à Guayaquil en 1820. L'insurrection commence le 9 octobre 1820, et dès le 8 novembre 1820, José Joaquín de Olmedo y proclame l'indépendance de la province de Guayaquil, sous sa présidence.

Mais devant la puissance militaire espagnole, Olmedo est contraint de demander l'aide de Simón Bolívar, qui avait en 1819 libéré la Colombie et qui rêve de réaliser l'union de la Colombie, du Venezuela et de l'Équateur dans la République de Grande Colombie.



1920, n°s 204/223

100^e anniversaire de l'indépendance de Guayaquil
 Effigies des plus importants protagonistes de cette éphémère indépendance



1899, n° 123



1901, n° 133



1930, n° 294



1980, n°s 987/988 & P.A. 684
José Joaquín Olmedo

Bolívar envoie son meilleur général, Antonio José de Sucre, au début de 1821 à Guayaquil. Les instructions de Sucre sont claires : prendre le commandement des troupes à Guayaquil, assurer l'incorporation de la province à la Colombie et préparer, avec Bolívar, les opérations qui permettraient de libérer Quito.

Sucre remporte le 19 août 1821 la bataille de Yaguachi, et bat définitivement les Espagnols lors de la bataille de Pichincha, le 24 mai 1822. Cette victoire de Sucre permet à Bolívar de faire son entrée à Quito le 16 juin 1822 et d'intégrer tout le territoire équatorien à la Grande Colombie.



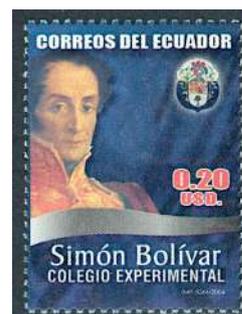
1930, n° 296



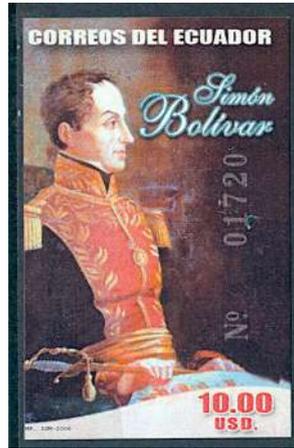
1980, P.A. n° 726



1983, n° 1033
Simón Bolívar



2006, n° 1964



2006, bloc 142
Simón Bolívar



1930, n° 295



1980, P.A. n° 729



1995, bloc 99
150^e anniversaire de la naissance d'Antonio José de Sucre



1995, n°s 1318/1319
Antonio José de Sucre



1945, n°s 437/441 & P.A. 144/148
150° anniversaire de la naissance d'Antonio José de Sucre



Pareja



Flores



Febres Cordero



Torres



Santander



Córdova



Sáenz



Wright



Farfán



Sucre



Bolívar



Armoiries de l'Équateur

1972, n°s 880/885 & P.A. 547/552
 150^e anniversaire de la bataille de Pichincha. Généraux de l'armée victorieuse



1899, n° 118



1901, n° 128



1954, P.A. n°s 267/268



Abdón Calderón, héros de la bataille de Pichincha



1904, n°s 141/146

Abdón Calderón, héros de la bataille de Pichincha

Pendant ce temps, le 28 juillet 1821, José de San Martín avait proclamé l'indépendance du Pérou, et a l'intention de remonter vers le nord.

Bolívar et San Martín se rencontrent en juillet 1822 à Guayaquil, et peu de temps après, sans donner des raisons valables, San Martín renonce à toutes ses charges militaires et politiques, et laisse à Bolívar le soin de parachever la conquête du Pérou et de la Bolivie.



1978, P.A. n° 649
José de San Martín



2005, n°s 1829/1830
Entrevue de 1822 à Guayaquil entre Bolívar et San Martín

L'Équateur a honoré deux personnages qui se sont distingués au service de la cause équatorienne à cette époque : l'amiral d'origine irlandaise Thomas Charles Wright, le fondateur de la marine équatorienne, et Manuel Antonio de Luzarraga.



*Manuel Antonio de Luzarraga
1999, n°s 1443/1444*



Thomas Charles Wright

Bolívar, aidé d'Antonio José de Sucre et de José María Córdova, remporte ensuite les victoires de Junín (6 août 1824) et d'Ayacucho (9 décembre 1824). Ces victoires mettent fin à la guerre de libération du Pérou et de la Bolivie.

En 1824, les trois grands noms de la longue guerre de libération qui va de Caracas au Venezuela jusqu'à La Paz en Bolivie ont ainsi trouvé leur place :

- Bolívar à Lima, où il est nommé président-dictateur du Pérou, bien qu'étant officiellement encore toujours président de la Grande Colombie.
- Santander à Bogotá, gouvernant la Grande Colombie, bien que n'étant officiellement que vice-président.
- Sucre commande d'abord à Quito, où il gouverne l'Équateur depuis 1822, ensuite, à partir de 1826 et suite à la demande de Bolívar, à La Paz, en tant que président de la Bolivie.



*Colombie, 1980, P.A. n° 661
Bolívar*



*Colombie, 1990, P.A. n° 817
Santander*



*Colombie, 1980, P.A. n° 651
Sucre*

Fin 1824, Bolívar se croit tout près d'atteindre son objectif final : réaliser une alliance étroite entre toutes les anciennes possessions espagnoles en Amérique du Sud et en faire finalement une seule et unique confédération. C'est dans ce but qu'il convoque en juin 1826 à Panamá un congrès, où les bases de cette union doivent être discutées. Mais tout se limite à de bonnes intentions et à un vague traité d'alliance, que la Grande Colombie sera la seule à ratifier. En quelques années, Bolívar verra son rêve s'écrouler suite à la montée des nationalismes.

Voyant le danger, Bolívar rentre du Pérou en 1826, de plus en plus persuadé qu'un pouvoir fort et centralisé est la seule réponse pour éviter les sécessions. Bolívar, qui était déjà officiellement président de la Grande Colombie, reprend les choses en main et en juin 1828, il s'arroge tous les pouvoirs et se proclame dictateur de Colombie. Mais il voit plusieurs de ses anciens compagnons, comme Santander, se retourner contre lui, et seul Antonio José de Sucre lui reste fidèle.

Entretiens, le Pérou, qui n'avait pas encore renoncé à annexer l'Équateur et la Bolivie, commence en 1828 une guerre contre la Grande Colombie. Sucre revient de Bolivie et est placé à la tête des forces armées de Grande Colombie. Les premières victoires sont pour le Pérou, qui occupe Guayaquil, mais Sucre, assisté de Juan José Flores, redresse la situation en remportant le 27 février 1829 la bataille de Portete de Tarqui. La paix est signée en 1829.



*1979, P.A. n°s 670/671
150^e anniversaire de la bataille de Portete de Tarqui*

Mais Bolívar, malgré tout son prestige, a perdu sa popularité, et il ne peut empêcher la sécession du Venezuela et de l'Équateur en 1830. La Grande Colombie cesse d'exister en 1830. Malade, déçu et déprimé, il quitte la présidence le 4 mai 1830, et il meurt le 17 décembre 1830 à Santa Marta.

Voulant succéder à Bolívar à la présidence après la démission de ce dernier, Sucre est assassiné le 4 juin 1830.



*Colombie, 1980, n° 780
150^e anniversaire de la mort de Bolívar*

II. La république de 1830 à 1895

À la fin des années 1820, deux factions s'opposent en Équateur : la première préfère le statu quo, gardant l'Équateur dans l'ensemble de la Grande Colombie. La deuxième œuvre pour l'indépendance complète, et cette tendance, menée par Juan José Flores, gagne beaucoup de terrain après le retrait du Venezuela de la Grande Colombie le 27 décembre 1829.

L'Équateur décide alors de suivre l'exemple vénézuélien, et se retire de la Grande Colombie le 13 mai 1830. Juan José Flores, le grand promoteur de cette indépendance, devient le chef de l'État équatorien.



1892, n°s 19/26
Juan José Flores

Flores convoque en 1830 une assemblée constituante à Riobamba, qui promulgue la première constitution le 22 septembre 1830.



1980, n°s 998/999 & P.A. 714/715
150^e anniversaire de l'assemblée constituante de 1830 à Riobamba

Le premier souci de Flores est de combattre les derniers partisans de la Grande Colombie, menés par le général Urdaneta, un des derniers fidèles de Bolívar. Fin 1830, Urdaneta est battu et exilé. Il sera fusillé à Panamá en 1831.

À l'intérieur, le rival le plus important de Flores est Vicente Rocafuerte. Les deux rivaux concluent finalement un accord : Rocafuerte reçoit la présidence de 1835 à 1839, et pendant cette période Flores est le commandant en chef des forces armées. Rocafuerte promulgue une nouvelle constitution en 1835. En 1839, comme convenu, Flores reprend la présidence. Il annule la constitution de Rocafuerte de 1835 et promulgue en 1842 une nouvelle constitution, qui lui permet de rester à la présidence à partir de 1843. Mais sa popularité est en baisse rapide, suite à ce coup de force et suite aux conflits incessants qui continuent à opposer la Colombie et l'Équateur. Flores est finalement renversé le 6 mars 1845.



1894, n°s 30/37



1895, n°s 38/45 (Millésime 1895 au lieu de 1894)



*1894, timbres-télégraphe 14/16
Vicente Rocafuerte*



1947, n°s 467/469



1997, n° 1379



1983, n°s 1034/1035



Vicente Rocafuerte



1992, n° 1247

Le 6 mars 1845, Flores est renversé et condamné à l'exil. Il essaiera encore pendant une quinzaine d'années de revenir au pouvoir en Équateur, recherchant l'aide de la France et de l'Espagne, à laquelle il promet même de restaurer la monarchie espagnole dans son pays !

C'est le général Antonio Elizalde qui a lancé à Guayaquil la révolte des forces armées contre Flores, qui est contraint de se retirer. Il est remplacé par un triumvirat composé de Vicente Ramón Roca, Diego Noboa et José Joaquín Olmedo, qui avait déjà en 1820 proclamé l'indépendance de la province de Guayaquil. Roca assumera la présidence de l'Équateur de 1845 à 1849, et Noboa de 1850 à 1851. La période de 1845 à 1860 a reçu le nom de "période marciste" parce qu'elle a commencé en mars 1845. C'est une des périodes les plus confuses de l'histoire équatorienne, d'une part suite au fait qu'il faut résister sans cesse aux efforts de l'infatigable Flores pour revenir en Équateur et s'installer de nouveau à la tête de l'État, mais d'autre part aussi au fait que les leaders marcistes passent leur temps à s'affronter et à s'entredéchirer.



1896, n°s 70, 72 & 74
Le general Antonio Elizalde



1896, n°s 69, 71, 73 & 75

Le triumvirat Vicente Ramón Roca, Diego Noboa et José Joaquín Olmedo



1907, n° 147



1911, n° 179



1916, n° 189



1925, n° 236

Vicente Ramón Roca



1907, n° 148



1911, n° 180



1916, n° 190



1925, n° 237

Diego Noboa

Noboa s'octroie les pleins pouvoirs fin 1850 et commence à gouverner d'une façon dictatoriale, mais il est renversé et exilé en juillet 1851 par le général José María de Urbina, qui, bien qu'appartenant aux marcistes, est d'une tendance beaucoup plus libérale.

Urbina occupe la présidence de 1851 à 1856. Il est très populaire auprès de la population, et il doit une grande partie de sa popularité au fait qu'il abolit en 1852 l'esclavage des Noirs et des Indiens.

Malgré sa popularité, Urbina se retire en 1856 et cède la place à Francisco Robles, qui est président de l'Équateur de 1856 à 1859.



1907, n° 150



1911, n° 182



1915, n° 193



1925, n° 238



1928, n° 250

José María de Urbina



1952, n°s 551/553 & P.A. 237/240
 100^e anniversaire de l'abolition de l'esclavage par José María de Urbina

Robles est encore plus radical, anticlérical et nationaliste que son prédécesseur, et sa politique libérale rencontre une opposition de plus en plus forte de la part des conservateurs.



1907, n° 149 1913, n° 181 1915, n° 191 1993, n° 1267
 Francisco Robles

L'année 1859 est connue comme "l'année terrible" en Équateur. Le gouvernement de Robles est confronté à des insurrections locales, menées par des "caudillos" régionaux. À un certain moment, il y a en Équateur quatre gouvernements qui se font concurrence ! Robles jette l'éponge le 31 août 1859 et est exilé au Chili. Il ne reviendra en Équateur qu'après la chute du président Moreno en 1875.

Le Pérou profite du chaos équatorien pour déclarer la guerre à l'Équateur et occuper le sud du pays, avec Guayaquil. Le général équatorien Guillermo France, qui détenait le pouvoir à Guayaquil, signe avec le Pérou le 25 janvier 1860 le désastreux traité de Mapasingue, qui donne au Pérou une partie du territoire équatorien.

Ce traité provoque la réaction des diverses factions conservatrices, qui finissent par s'allier et battre Franco le 24 septembre 1860, lors de la bataille de Guayaquil. Le grand vainqueur est le général Gabriel García Moreno, qui commence par invalider le traité de Mapasingue, et qui accède à la présidence au début de 1861.



1907, n° 151



1911, n° 183



1917, n° 1914



1925, n° 239



1928, n° 251



1961, P.A. n° 388

Gabriel García Moreno

García Moreno va “régner” en Équateur jusqu’en 1875. Conservateur, autoritaire et dictatorial, il commence par soumettre toutes les factions dissidentes conservatrices, et par museler toute opposition libérale. Il sauvegarde la souveraineté de son pays en faisant face avec succès aux incessantes convoitises du Pérou et de la Colombie. Il développe l’éducation et la culture, créant des écoles et des académies, améliore l’infrastructure du pays, et s’occupe activement du progrès social, avec la création d’orphelinats et d’hôpitaux.

Les quinze années de son régime sont extrêmement bénéfiques pour l’Équateur, même si c’est au prix de la négation de toute liberté individuelle et sociale. Il a sauvé son pays de la désintégration et il y a relancé avec succès l’agriculture, l’industrie et le commerce.

D’un tempérament extrêmement religieux, il accorde de grandes faveurs et d’importants privilèges à l’Église catholique. Il est assassiné le 6 août 1875. Son assassinat a probablement été commandité par l’opposition libérale et par la franc-maçonnerie qu’il a interdite en Équateur.

En 1865, García Moreno s’était retiré officiellement du pouvoir, bien qu’il continuât dans l’ombre à tirer les ficelles. Ses deux successeurs - qui ont son appui - à la présidence sont Jerónimo Carrión (1865-1867) et José Javier Espinosa (1868-1869). Mais, devant leur manque de détermination face aux tentatives de l’ex-président José María de Urbina pour revenir au pouvoir, García Moreno décide de reprendre lui-même les choses en mains, et reprend la présidence en 1869 jusqu’à son assassinat en 1875.



1907, n° 152



1915, n° 195

Jerónimo Carrión



1907, n° 153



1915, n° 184

José Javier Espinosa

Malgré tous ses mérites, García Moreno n'avait pas que des amis. Ses adversaires les plus acharnés se trouvaient dans les milieux libéraux et les milieux anticléricaux (ce qui allait souvent de pair). Il faut surtout mentionner Juan Montalvo, auteur d'innombrables pamphlets et articles contre García Moreno, ce qui lui vaut plusieurs condamnations à l'exil.

Lors de l'assassinat de García Moreno en 1875, Montalvo déclare : *“C'est ma plume qui l'a tué”*.



1899, n° 119



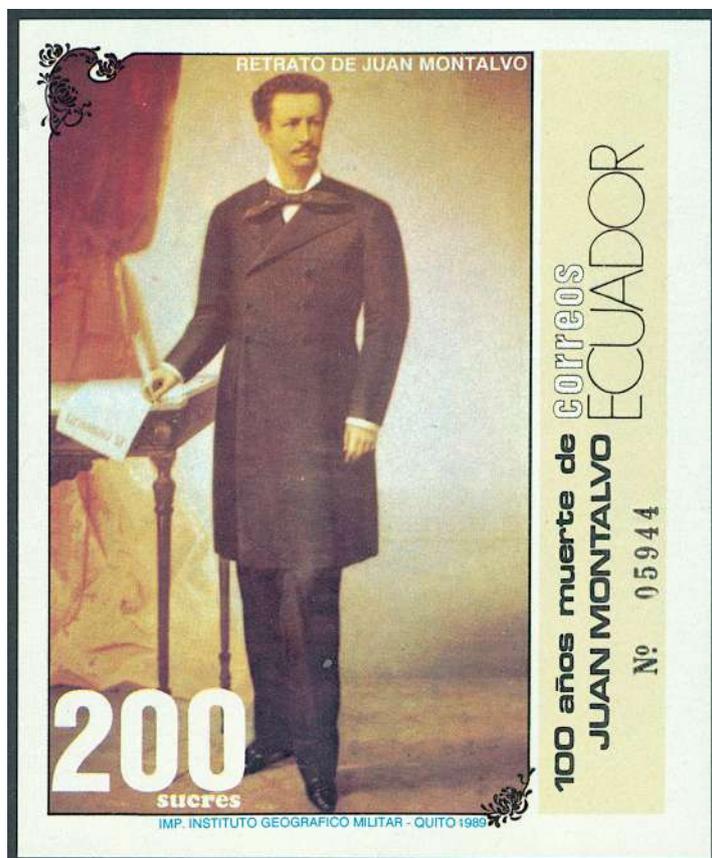
1901, n° 129

Juan Montalvo



1982, n°s 1023/1024 & P.A. 743

150^e anniversaire de la naissance de Juan Montalvo



1989, bloc 90

100^e anniversaire de la mort de Juan Montalvo



1989, n^{os} 1192/1194
100^e anniversaire de la mort de Juan Montalvo

Un autre adversaire tout aussi irréductible est l'avocat et journaliste libéral Pedro Moncayo. Après avoir combattu avec acharnement le gouvernement de Flores, il continue sa lutte pour le libéralisme depuis le Chili avec des articles incendiaires dans de nombreux périodiques, comme *El Quiteño Libre*, *La Linterna Magica* et *El Progresista*. Il continue ensuite son opposition à García Moreno depuis le Chili.

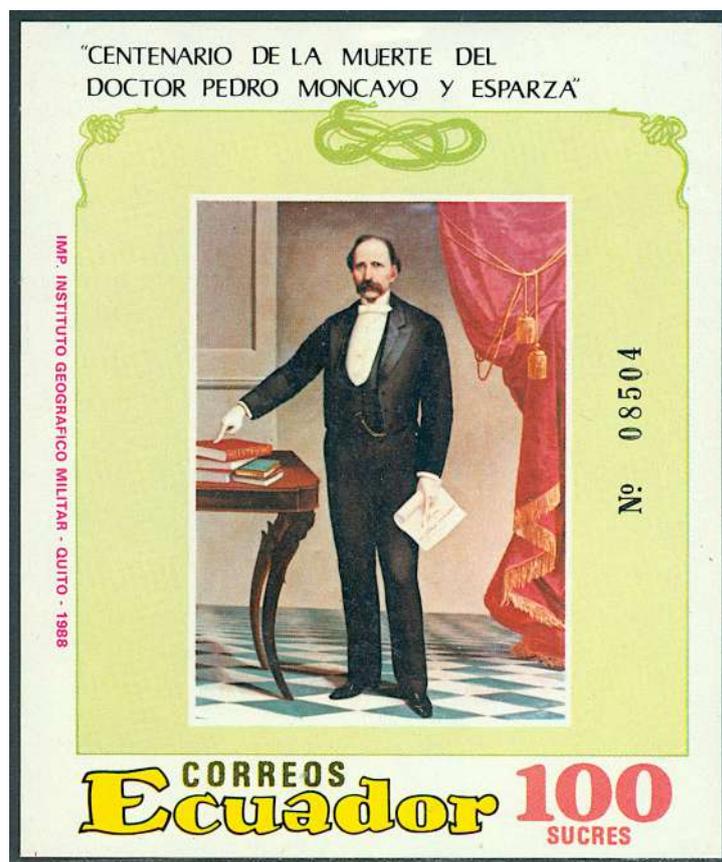


1899, n^o124



1901, n^o134

Pedro Moncayo



1988, bloc 77
100^e anniversaire de la mort de Pedro Moncayo



1988, n°s 1142/1144

100^e anniversaire de la mort de Pedro Moncayo

Après l'assassinat de Gabriel García Moreno, c'est Antonio Borrero qui accède à la présidence. Honnête et plein de bonne volonté, il continue l'œuvre de García Moreno tout en restaurant la démocratie et les libertés individuelles. Il nomme le général Mario Ignacio de Veintimilla à la tête de l'armée équatorienne, mais celui-ci complotte contre le président, le renverse le 19 décembre 1876 et se fait nommer président. La prise de pouvoir de Veintimilla s'est faite d'une façon extrêmement brutale : la bataille du 14 décembre 1876 entre les insurgés de Veintimilla et les troupes fidèles à Borrero ont fait plus de mille morts !



1907, n° 154



1911, n° 184A

Antonio Borrero



1927, n° 252

Veintimilla, qui se proclame libéral, mais qui gouverne en despote conservateur, perd le soutien des libéraux et finalement ne compte plus que sur l'armée pour rester au pouvoir. Il perd les élections de 1882, mais refuse de se retirer. Devant ce refus, même l'armée se retourne contre lui : il est déposé le 10 janvier 1883 et doit à son tour partir en exil.

Un des protagonistes de la chute de Veintimilla est le libéral Eloy Alfaro, qui avait déjà été exilé sous García Moreno et qui avait initialement soutenu Veintimilla, mais s'était détourné de lui après le revirement de celui-ci vers un régime conservateur et autoritaire.

Un autre politicien impliqué dans le renversement de Veintimilla est Pedro José Carbo y Noboa, qui lui aussi avait déjà été exilé sous García Moreno.



1899, n° 122



1901, n° 132

Pedro José Carbo y Noboa

La chute de Veintimilla est suivie par quelques mois de chaos, pendant lesquels trois gouvernements (Eloy Alfaro, Pedro Carbo y Noboa et José María Plácido Caamaño) se combattent.

Finalmente, la présidence est confiée en 1883 à José María Plácido Caamaño, qui avait déjà remporté les élections de 1882 face à Veintimilla. Il essaie de suivre une troisième voie, entre les conservateurs et les libéraux : prenant la politique de García Moreno comme exemple, il gouverne avec grand respect de la constitution et des lois, est soutenu par l'Église catholique, œuvre pour le développement et le progrès du peuple. Il doit cependant mener une lutte incessante contre la faction radicale des libéraux, qui n'approuve pas cette troisième voie.

Cette faction radicale des libéraux est menée par Ely Alfaro, qui déclenche une guerre civile, mais qui subit une défaite fin 1884. Il part en exil, mais un de ses partisans libéraux, Luis Vargas Torres, reprend la lutte fin 1886. Battu à son tour, Vargas Torres est condamné à mort et exécuté le 20 mars 1887. Son attitude héroïque pendant les heures précédant son exécution en ont fait un héros populaire et romantique.



1899, n° 117



1901, n° 127
Luis Vargas Torres



1988, bloc 76
100^e anniversaire de l'exécution de Luis Vargas Torres.
Sa dernière lettre à sa mère



1988, n°s 1135/1136



Luis Vargas Torres

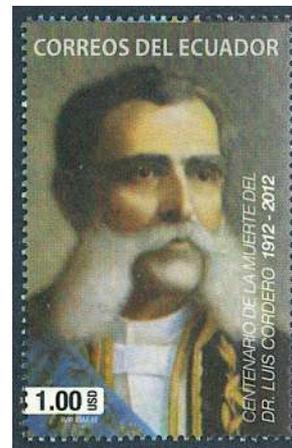


2012, n° 2461

À Caamaño succèdent Antonio Flores Jijón (1888-1892) et Luis Cordero Crespo (1892-1895). Tous deux ont les mêmes vues politiques que leur prédécesseur Caamaño, et cherchent, dans le parti progressiste qu'ils ont formé, un difficile compromis entre les positions conservatrices de García Moreno et les aspirations libérales d'Eloy Alfaro, tout en respectant et favorisant l'Église catholique.



1976, P.A. n° 630



2012, n° 2365

Luis Cordero Crespo

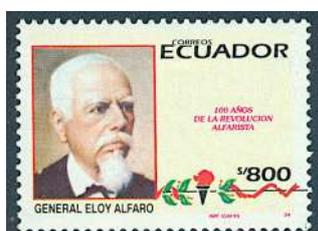
Bien qu'étant complètement innocent, Cordero doit démissionner en 1895 après un scandale causé par l'emploi non autorisé de la bannière équatorienne sur un navire de guerre chilien transportant des armes vers le Japon.

L'heure d'Eloy Alfaro va sonner...

III. La république libérale (1895-1925)

Le président Cordero Crespo ayant été contraint de démissionner en avril 1895, l'éternel révolutionnaire Eloy Alfaro revient une nouvelle fois d'exil. Il avait combattu les conservateurs García Moreno et Borrero, le dictatorial Veintimilla, et les progressistes Caamaño, Flores Jijón et Cordero Crespo, et ces conflits s'étaient toujours terminés par des défaites et des exils.

Mais il sent son heure enfin venue : ses partisans se soulèvent à Guayaquil, le rappellent d'exil et le nomment le 5 juin 1895 "Chef suprême de la République". Il fait son entrée à Quito en septembre, mais il lui faut encore deux années pour consolider son pouvoir et soumettre ses adversaires. Alors commence l'ère de la "Révolution libérale équatorienne" qui va durer jusqu'en 1912.



1995, n° 1320



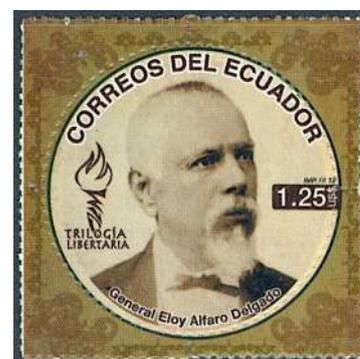
2000, n° 1500



1992, n°s 1250/1251



Eloy Alfaro



2012, n° 2459



2012, bloc 162
Eloy Alfaro et la "Révolution libérale équatorienne"



1942, n^{os} 394/397 & P.A. 99/102
100^e anniversaire de la naissance d'Eloy Alfaro

Dès son accession à la présidence, Alfaro, anticlérical virulent, s'occupe d'annuler tous les privilèges de l'Église catholique et de la réduire au silence. Une assemblée constituante installée par lui fait de l'Équateur en 1896 un état purement laïc.

Il gouverne en dictateur, exerçant une répression vigoureuse contre les conservateurs et contre l'Église. En 1901, il fait élire à la présidence Leonidas Plaza, qu'il croyait pouvoir manœuvrer comme une marionnette, mais celui-ci se montre plus coriace que prévu. Il mène une politique beaucoup plus douce qu'Alfaro, respectant les libertés individuelles et acceptant une opposition démocratique. Son successeur, Lizardo García, qui accède à la présidence en 1905, suit la même politique modérée, au grand mécontentement d'Alfaro, qui fomenta son énième coup d'État.

Début 1906, partant une fois de plus de Guayaquil, il mène ses troupes vers Quito où il rentre victorieusement le 17 janvier 1906, et où il se fait à nouveau proclamer président.

Dès sa nouvelle accession à la présidence, il fait voter en 1906 une nouvelle constitution, renforçant encore le côté laïc de l'État, au point que les conservateurs la nomment la "constitution athéiste".

Deux des principaux rédacteurs de cette constitution ont été honorés par des timbres-poste : José Peralta Serrano et Juan Benigno Vela Hervas.



1977, n^{os} 964/965 & P.A. 645
José Peralta Serrano



1993, n° 1278
Juan Benigno Vela Hervas

La plus grande réalisation d'Alfaro pendant son second mandat est l'achèvement du chemin de fer entre Quito et Guayaquil, à travers les Andes.



1908, n° 155/161
*Inauguration de la ligne de chemin de fer Guayaquil-Quito
 Effigie des présidents García Moreno et Alfaro, du ministre Abelardo Moncayo
 et des investisseurs Archer Harman et James Sivewright*



1958, n°s 641/642

50^e anniversaire de la ligne de chemin de fer Guayaquil-Quito

Les quatre effigies sont celles des présidents qui ont joué un rôle dans la construction du chemin de fer : Caamaño, García Moreno, Plaza et Alfaro



2008, n° 2096

100^e anniversaire de la ligne



2006, bloc 141

Le président Alfaro et la ligne Guayaquil-Quito

Bien que sincèrement soucieux du bien-être de la population, surtout des plus démunis, ses réformes, son manque de scrupules pour les réaliser et son absence totale de sens diplomatique le rendent de plus en plus impopulaire.

Retirant son appui à Emilio Estrada, qu'il avait d'abord lui-même proposé pour les élections présidentielles de 1911, il veut prolonger sa propre présidence, mais il est renversé à son tour le 11 août 1911. Alfaro part une nouvelle fois en exil, mais à la mort d'Emilio Estrada le 21 décembre 1911, il essaie une dernière fois de reprendre le pouvoir. Mais cette fois-ci il est battu, emprisonné à Quito et finalement lynché par la foule dans sa cellule le 28 janvier 1912.

Quelques fidèles d'Alfaro essaient encore de renverser la vapeur et de soulever le peuple contre le nouveau régime. Le plus important est Carlos Concha Torres, qui est battu en 1915, emprisonné, et qui meurt de tuberculose en 1919. Un de ses adversaires est l'officier de l'armée gouvernementale Enrique Valdez Concha, le neveu même de Carlos Concha Torres. Enrique Valdez Concha est tué dans un combat le 12 avril 1914, et est présenté par le gouvernement comme un héros national.



2012, n° 2460
Carlos Concha Torres



1915, n° 192
Enrique Valdez Concha

Les successeurs d'Alfaro sont tous des libéraux, mais sans le radicalisme de celui-ci. Pendant une dizaine d'années, ce sont les grandes banques et les gros capitaux qui vont diriger l'économie, privilégiant une aristocratie de l'argent et de la propriété foncière, et, contrairement à Alfaro, se souciant assez peu de la population la plus démunie. Se suivent ainsi à la présidence: Leonidas Plaza (son deuxième mandat, 1912-1916), Alfredo Baquerizo Moreno (1916-1920), José Luis Tamayo (1920-1924) et Gonzalo Córdova (1924-1925).



1942, n° 404
Alfredo Baquerizo Moreno



1959, P.A. n° 344



1959, P.A. n° 345
José Luis Tamayo

IV. L'Équateur moderne (1925-...)

En juillet 1925, un groupe de jeunes officiers renverse le gouvernement et installe une junte au pouvoir, avec la mission de réaliser de profondes réformes sociales. En 1926, ils nomment dans ce but Isidro Ayora à la présidence, qu'il occupera jusqu'en 1931. La principale réalisation de celui-ci est la création de la Banque centrale de l'Équateur, qui remplace l'autorité des banques privées dans l'émission de la monnaie. Les meilleures recettes fiscales permettent de lancer des programmes sociaux, et l'économie connaît un sérieux progrès.

Mais tout s'arrête avec la crise économique mondiale de 1929. Cette grande dépression provoque un effondrement économique et financier, accompagné d'un chaos complet au niveau politique: la décennie 1930-40 connaîtra 14 présidences, la plupart intérimaires, les unes plus courtes que les autres. Les deux plus importantes sont celles de Juan de Dios Martínez (1932-1933) et de José María Velasco Ibarra (1934-1935). Pour ce dernier, c'est la première de cinq présidences qui vont s'échelonner entre 1934 et 1972. Un autre président très éphémère est commémoré par un timbre-poste: Andrés Fernández de Córdova Nieto (1939-1940).



1980, P.A. n° 719
Isidro Ayora



1975, P.A. n° 593
Juan de Dios Martínez



1992, n° 1255
Andrés Fernández de Córdova Nieto

Un grand diplomate équatorien de cette époque est Antonio José Quevedo Moscoso, qui est ministre des Affaires étrangères en 1932, président de la Société des Nations en 1937 et qui sera encore président du Conseil de sécurité des Nations-Unies en 1951.



2001, n° 1548
Antonio José Quevedo Moscoso

La première présidence depuis 1931 qui couvre un mandat normal de quatre ans est celle de Carlos Alberto Arroyo del Río, de 1940 à 1944.



1993, n° 1286
Carlos Alberto Arroyo del Río

Il est dès 1941 confronté à une nouvelle guerre avec le Pérou, pour des territoires contestés. Les conflits frontaliers entre les deux pays revenaient régulièrement, avec plus ou moins d'intensité, depuis la création de l'Équateur, et une première guerre avait déjà opposé les deux pays en 1859.

Le Pérou, avec une armée mieux entraînée et un armement plus adéquat, obtient facilement la victoire, et Arroyo del Río demande dès la fin juillet 1941 un cessez-le-feu. Des négociations aboutissent à la signature, le 29 janvier 1942, du protocole de Río, qui est tout à l'avantage du Pérou, qui obtient la majeure partie des territoires contestés.

L'Équateur va longtemps contester la validité du protocole de Río, arguant qu'il avait été signé sous la contrainte, et ce n'est finalement qu'en 1998 qu'un accord définitif, accepté par les deux parties, sera enfin conclu à Brasilia.



Pérou, 1962, P.A. n°s 169/171

20^e anniversaire du protocole de Rio de Janeiro, qui met provisoirement fin à la guerre entre le Pérou et l'Équateur

Dans cette guerre rapidement perdue, il n'y a que peu d'exploits militaires ou d'actes de bravoure du côté équatorien à signaler. C'est pourquoi le pays présente une minuscule bataille navale, qui a lieu le 25 juillet 1941 dans le canal de Jambelí, près de Guayaquil, comme un héroïque et brillant fait d'armes. Il ne s'agit en fait que d'une escarmouche insignifiante entre une canonnière équatorienne et un destroyer péruvien, sans véritable vainqueur...



1992, n°s 1248/1249

50^e anniversaire de la bataille navale de Jambelí



2000, n° 1503



2004, n° 1786

Rafael Morán Valverde, capitaine de la canonnière “Abdón Calderón”, “héros” de la bataille de Jambelí

Ayant perdu toute popularité suite à la défaite équatorienne face au Pérou, Arroyo del Río ne se maintient que grâce à l’aide américaine, jusqu’à qu’il soit renversé le 28 mai 1944 par un coup d’État, qui reçoit le nom de “La Gloriosa”.



*Le président
José María Velasco Ibarra*

*1946, n°s 448/451 & P.A. n°s 154/157
Commemoration de la révolution du 28 mai 1944*

José María Velasco Ibarra commence alors le deuxième de ses cinq mandats, de 1944 à 1947. Il assumera encore la présidence de 1952 à 1956, de 1960 à 1961 et de 1968 à 1972.



*1993, n° 1269
José María Velasco Ibarra*

Velasco Ibarra promet la justice sociale, mais il évolue rapidement vers la droite, oubliant ses promesses et cherchant de plus en plus l'appui des conservateurs capitalistes. Il est à son tour renversé en 1947, et après deux très courtes présidences, c'est Galo Plaza Lasso qui devient président, de 1948 à 1952.



2006, n^{os} 1991/1992
Commémoration de la présidence de Galo Plaza Lasso, de 1948 à 1952

La présidence de Galo Plaza Lasso, le fils de l'ancien président Leonidas Plaza, est remarquable: elle est la première depuis un quart de siècle pendant laquelle un président achève sans heurts un mandat complet de quatre ans, et il est le premier président à rétablir complètement et sans limites la démocratie et la liberté dans son pays.

Pendant sa présidence l'économie se développe grâce à la culture intensive de bananiers et au commerce international de ce fruit. Le revers de la médaille de ce succès économique est le fait que les grandes compagnies fruitières américaines deviennent véritablement omnipotentes en Équateur.

Il perd cependant les élections de 1952 face au retour de Velasco Ibarra, qui exerce ainsi son troisième mandat de 1952 à 1956. Plaza Lasso perdra une nouvelle fois les élections présidentielles en 1960, face à ce même Velasco Ibarra. Ce troisième mandat de Velasco Ibarra est son meilleur, et c'est le seul qui arrive sans problèmes à son terme en 1956, après quatre années de présidence.

Le président suivant, Camilo Ponce Enríquez, exerce son mandat de 1956 à 1960. Pendant les trois premières années de sa présidence, il gouverne avec un grand respect de la démocratie et des lois, et se montre très tolérant envers l'opposition. Mais pendant l'été de 1959, il doit faire face à une agitation estudiantine qui dégénère en une véritable insurrection. Ponce fait rétablir l'ordre par la police et l'armée d'une manière impitoyable, et cette répression fait des centaines de victimes.

Velasco Ibarra entame alors son quatrième mandat en 1960, et sa première action est de déclarer nul et non avenu le protocole de Rio de Janeiro de 1942, qui garantissait la paix avec le Pérou.

En 1961, Velasco Ibarra a un conflit avec son vice-président Carlos Julio Arosemena Monroy, qu'il fait emprisonner. Mais l'armée prend parti pour le vice-président, renverse Velasco Ibarra et appelle Arosemena Monroy à la présidence.



2002, n^o 1621A



1960, P.A. n^o 375

Camilo Ponce Enríquez



*1963, n°s 691/693 & P.A. 410/412
Carlos Julio Arosemena Monroy*

La sympathie dont Arosemena Monroy fait preuve envers Fidel Castro, qui a pris le pouvoir à Cuba, cause sa perte : il est renversé le 11 juillet 1963 par l'armée, qui est elle-même poussée par les États-Unis.

La junte militaire qui gouverne de 1963 à 1966 mène une politique dure et fortement anticommuniste, mais ne parvient pas à sortir le pays de la crise économique. Elle cède le pouvoir en 1966 à Otto Arosemena, qui restaure la démocratie. Ensuite, l'insupportable Velasco Ibarra revient au pouvoir, pour son cinquième mandat présidentiel, de 1968 à 1972.



*1968, n°s 806/807 & P.A. 500/501
Otto Arosemena*

Velasco Ibarra, en conflit permanent avec le parlement, commence à gouverner à partir de juin 1970 en véritable dictateur, mais cela le rend de plus en plus tributaire de l'armée. Après avoir montré de la sympathie pour les leaders latino-américains de gauche Salvador Allende du Chili et Fidel Castro de Cuba, il est renversé par l'armée le 15 février 1972.

L'armée prend le pouvoir. D'abord, pendant quatre ans, Guillermo Rodríguez Lara essaie de redresser le pays, gouvernant avec efficacité et honnêteté, donnant au pays quelques années de stabilité. Mais il se heurte, comme ses nombreux prédécesseurs, à l'opulente oligarchie, aux grands propriétaires fonciers et aux magnats du pétrole. Il doit céder sa place à une junte en 1976, dont la politique est nettement plus à droite et plus répressive, mais qui reçoit le soutien des États-Unis.

Parmi les politiciens qui ont marqué cette difficile époque de l'histoire équatorienne, il faut citer Raúl Clemente Huerta, homme de centre-gauche, plusieurs fois candidat à la présidence (1956, 1966, 1978) et de 1968 à 1970 président de la Chambre, en conflit permanent avec le président Velasco Ibarra.



2001, n° 1545



2015, n° 2626

Raúl Clemente Huerta

La junte qui gouverne le pays de 1976 à 1979 ne parvient pas, comme d'ailleurs tous les régimes précédents, à redresser l'économie et est contrainte d'organiser en 1979 des élections où triomphe Jaime Roldós Aguilera. Démocrate de gauche, il met au programme d'importantes réformes pour améliorer le sort de la population, mais il mécontente ainsi les compagnies américaines du pétrole, qui voient leurs avantages diminuer. Jaime Roldós Aguilera meurt dans un accident d'avion le 24 mai 1981, mais il y a de fortes présomptions que cette mort suspecte a été commanditée par la C.I.A. américaine.



1981, n° 1012

Jaime Roldós Aguilera



1979, P.A. n°s 679/680



Premier et deuxième anniversaire du retour à la démocratie en 1979. Jaime Roldós Aguilera



1980, P.A. n°s 716/717



1983, P.A. n° 746

À la mémoire de Jaime Roldós Aguilera et de son épouse, morts dans un "accident" d'avion en 1981

Ses successeurs (Osvaldo Hurtado, 1981-1984, León Febres-Cordero, 1984-1988, et Rodrigo Borja (1988-1992) sont confrontés à de nombreux problèmes :

- Une récession économique, surtout suite à la crise du pétrole.
- Une crise financière, avec une inflation galopante.
- Les problèmes climatiques, avec la sécheresse, suivie d'inondations, et les dégâts causés par "El Niño".
- Un terrible tremblement de terre, qui dévaste le pays en mars 1987.

Ces présidents font cependant de leur mieux pour préserver le pays de la ruine totale. Ils combattent le terrorisme, le trafic de drogue et la criminalité, et essaient d'améliorer le sort de la population la plus démunie.



1992, n° 1238
Rodrigo Borja

Sixto Durán-Ballén, président de 1992 à 1996, échoue lui aussi dans ses tentatives de redresser l'économie du pays.

Il est en plus confronté à une nouvelle guerre entre son pays et le Pérou, pour une parcelle de territoire contesté. C'est la "guerre du Cenepa", qui a lieu entre janvier et février 1995. Cette guerre se termine d'une façon plutôt indécise, les deux pays se déclarant victorieux. Sous une forte contrainte internationale, des négociations sont entamées qui aboutissent à un nouveau traité de paix entre les deux pays, signé à Brasilia le 26 octobre 1998.



2005, n°s 1884/1887
10^e anniversaire de la "victoire" dans la guerre du Cenepa



2001, n^{os} 1567/1571
Accords de paix entre le Pérou et l'Équateur



2014, n^o 2517
15^e anniversaire des accords de paix entre le Pérou et l'Équateur

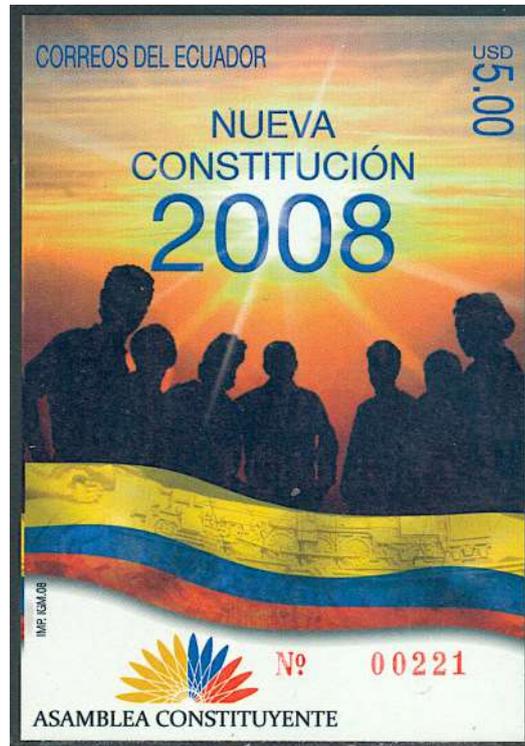
Les présidents suivants (Abdalá Bucaram, Fabián Alarcón, Jamil Mahuad), sont de moindre envergure. Tous sont confrontés à une situation économique et sociale déplorable, et leurs gouvernements ne se maintiennent souvent que grâce à une corruption généralisée.

L'instabilité politique culmine entre 2000 et 2005, avec des courtes présidences entrecoupées de coups d'État et caractérisées par la corruption. Le président Alfredo Palacio (2005-2007) tente vainement d'y remédier. Puis vient la longue présidence de Rafael Correa, de 2007 à 2017.

Il commence par promulguer une nouvelle constitution en 2008, qui donne plus de pouvoir au président et au gouvernement. Il essaie de libérer son pays de la tutelle politique et économique des États-Unis et fait voter de nombreuses lois sociales pour améliorer le sort des ouvriers, des agriculteurs et surtout de la population indigène. Il est souvent comparé aux présidents Hugo Chávez du Venezuela et Evo Morales de la Bolivie.

Son successeur, Lenín Moreno, de tendance centre-droite, se tourne de plus en plus vers les milieux conservateurs et le patronat pour sauver son pays de l'effondrement économique. Il est suivi par Guillermo Lasso, élu en 2021 mais destitué en 2023.

Daniel Noboa, le président élu en 2023, emploie la manière forte pour lutter contre le terrorisme, la criminalité, l'insécurité et la drogue.



*2008, n° 2105 & bloc 148
La nouvelle constitution de 2008*

V. Les présidents de l'Équateur

En 2014, la poste équatorienne a émis une série-fleuve avec l'effigie de tous les présidents du pays, entre 1830 et 1988 (déjà décédés au moment de l'émission de la série): Yvert n°s 2518/2551.



Seuls les présidents qui ont effectivement prêté le serment de fidélité à la constitution ont été repris dans cette liste. Les dates de la présidence mentionnées sur les timbres sont les dates à partir de cette prestation de serment.



*Juan José Flores (1800-1864)
1830-1834 & 1839-1845*



*Vicente Rocafuerte (1783-1847)
1835-1839*



*Vicente Ramón Roca (1792-1858)
1845-1849*



*Diego Noboa (1789-1870)
1850-1851*



*José María de Urbina (1804-1891)
1851-1856*



*Francisco Robles (1811-1893)
1856-1859*



*Gabriel García Moreno (1821-1875)
1861-1865 & 1869-1875*



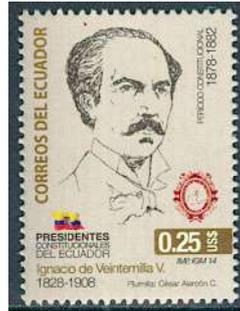
*Jerónimo Carrión (1804-1873)
1865-1867*



*Javier Espinosa (1815-1870)
1868-1869*



*Antonio Borrero (1827-1911)
1875-1876*



*Ignacio de Veintimilla (1828-1908)
1876-1883*



*José María Caamaño (1837-1900)
1883-1888*



*Antonio Flores Jijón (1833-1915)
1888-1892*



*Luis Cordero Crespo (1833-1912)
1892-1895*



*Eloy Alfaro (1842-1912)
1895-1901 & 1906-1911*



*Leonidas Plaza (1865-1932)
1901-1905 & 1912-1916*



*Lizardo García (1844-1927)
1905-1906*



*Emilio Estrada (1855-1911)
1911*



*Alfredo Baquerizo Moreno (1859-1951)
1916-1920*



*José Luis Tamayo (1858-1947)
1920-1924*



*Gonzalo Córdova (1863-1928)
1924-1925*



*Isidro Ayora (1879-1978)
1926-1931*



*Juan de Dios Martínez (1875-1955)
1932-1933*



*José María Velasco (1893-1979)
1934-1935, 1944-1947,
1952-1956, 1960-1961
& 1968-1972*



*Aurelio Mosquera Narváez (1883-1939)
1938-1939*



*Carlos Alberto Arroyo del Río (1893-1969)
1940-1944*



*Mariano Suárez Veintimilla (1897-1980)
1947*



*Carlos Julio Arosemena Tola (1888-1952)
1947-1948*



*Galo Plaza Lasso (1906-1987)
1948-1952*



*Camilo Ponce Enríquez (1912-1976)
1956-1960*



*Carlos Julio Arosemena Monroy (1919-2004)
1961-1963*



*Otto Arosemena (1925-1984)
1966-1968*



*Jaime Roldós Aguilera (1940-1981)
1979-1981*



*León Febres-Cordero (1931-2008)
1984-1988*